

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Fabrication of spare gears & wheel		
Solicitation No. - N° de l'invitation EP168-142472/B	Date 2014-06-05	
Client Reference No. - N° de référence du client 20142472		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-631-65215		
File No. - N° de dossier hs631.EP168-142472	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-07-16		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Forcier, Dominic		Buyer Id - Id de l'acheteur hs631
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3951 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST Gatineau Quebec K1A0S5 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP168-142472/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hs631

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20142472

File No. - N° du dossier

hs631EP168-142472

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page a été intentionnellement laissée en blanc

Cette demande de soumission annule et remplace la demande de soumission numéro EP168-142472/A, datée du 2013-05-13, dont la date de clôture était le 2013-06-26, à 14:00.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Accords commerciaux
4. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demande de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables
5. Considérations environnementales

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clauses du guide des CCUA
12. Instructions d'expédition - destination et calendrier de livraison
13. Assurance de responsabilité civile commerciale
14. Considérations environnementales

Pièces Jointe :

Title: Fabrication d'une Roue et d'Engrenages de Rechange

Annexe A – Établissement des prix

Annexe B – Roue et Engrenages de Rechange pour le Lève-Poutrelles de Barrage Latchford

Annexe C – Critères d'Évaluation Techniques Obligatoire Fabrication d'une Roue et
d'Engrenages de Rechange

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada a un besoin pour la fabrication et la livraison des engrenages coniques d'équerre (engrenages coniques à denture droite) et une roue de rechange conformément à l'Annexe B – Roue et Engrenages de Rechange pour le Lève-Poutrelles de Barrage Latchford, en date du (01/05/2014), et tel que décrit à Annexe A – Établissement des prix.

3. Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain et de l'Accord sur le commerce intérieur.

4. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les **quinze (15)** jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-03-01) Instructions uniformisées - biens ou services, besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 05.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : Les soumissions seront valables pendant au moins **soixante (60) jours** compter de la date de clôture de la demande de soumissions

Insérer : Les soumissions seront valables pendant au moins **quatre-vingt-dix (90) jours civils** à compter de la date de clôture de la demande de soumissions

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demande de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **sept (7) jours civils** avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Considérations environnementales

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnementale est moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient traditionnellement.

Les facteurs environnementaux incluent, entre autres : la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, améliorations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, réduction des déchets et la réutilisation et le recyclage de soutien, l'utilisation des ressources renouvelables, réduction des déchets dangereux et réduction des substances toxiques et dangereuses. Conformément à la Politique d'achats écologiques, pour cette sollicitation :

Après l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu sera prié de fournir toute la correspondance, y compris (mais sans s'y limiter) les documents, les rapports et les factures en format électronique, sauf indication contraire de l'autorité contractante, de l'autorité technique ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

Les soumissionnaires devraient recycler (déchiqueter) les copies des documents non classifiés / protégés inutiles (en tenant compte des exigences de sécurité).

Les composantes de produits utilisés lors de la prestation des services devraient être recyclables et/ou réutilisables, lorsque possible.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

La première page de la demande de proposition signée par le soumissionnaire ou son représentant autorisé (1 copie signée)

Section I : Soumission technique (2 copie papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Section IV : Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- A) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- B) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

2. Échantillons

Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir un échantillon au responsable technique, frais de transport payés d'avance et sans frais pour le Canada, dans les **quatorze (14)** jours civils après la date de la demande. L'échantillon fourni par le soumissionnaire demeurera la propriété du Canada et ne sera pas considéré comme faisant partie des biens livrables dans tout contrat. Si l'échantillon ne satisfait pas aux exigences stipulées dans

la demande de propositions ou si le soumissionnaire ne respecte pas la demande de l'autorité contractante, la soumission sera jugée non recevable.

Section II : Soumission financière

1. Prix


Les soumissionnaires doivent soumettre leur soumission en conformité avec la Base de paiement spécifiée à la Partie 6 et à l'Annexe A – Établissement des prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Les soumissionnaires devraient compléter l'Annexe A – Établissement des prix et la soumettre avec leur soumission.

Les soumissionnaires doivent soumettre des prix fermes, en dollars canadien, rendu droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douanes, les taxes d'accise du Canada comprises et les taxes applicables doivent être indiqué séparément.


2. Clauses du guide des CCUA

2.1 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.

2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).

4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.

5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III : Attestations

1. Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

1. Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

1.1 Livraison

Bien que la livraison soit demandée pour août 2014, les soumissionnaires devraient indiquer la meilleure date de livraison qui peut être offerte dans l'Annexe A – Établissement des prix.

1.2 Représentants du fournisseur

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent les renseignements de la personne-ressource comme suit :

Renseignements généraux

Nom :

No de téléphone :

No de télécopieur :

Courriel :

Suivi de la livraison

Nom :

No de téléphone :

No de télécopieur :

Courriel :

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes les informations techniques requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

1.1.1 Critères d'évaluation technique obligatoires

Les soumissions doivent répondre aux critères d'évaluation techniques obligatoires tel que indiqué à l'Annexe C – Critères d'Évaluation Techniques Obligatoire Fabrication d'une Roue et d'Engrenages de Rechange, datée le 1 mai, 2014.

1.1.2 Preuve de conformité obligatoire

Les soumissionnaires doivent fournir, avec la soumission, toutes les preuves de conformité requise à l'Annexe C – Critères d'Évaluation Techniques Obligatoire Fabrication d'une Roue et d'Engrenages de Rechange, datée le 1 mai, 2014.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Critères d'évaluation financières obligatoires

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Établissement des prix.

Le prix de la soumission doit être en dollars canadien, rendu droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises et les taxes applicables sont en sus.

1.2.2 Prix Évalué Global

Pour des fins d'évaluation, le taux horaire global de la firme sera multiplié par le temps estimé de 5 heures.

Le résultat sera ajouté au prix de lot ferme pour déterminer le Prix global évalué de la soumission.

2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le plus bas prix par article sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1 Disposition relatives à l'intégrité - renseignements connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous articles/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de l'Annexe B – Roue et Engrenages de Rechange pour le Lève-Poutrelles de Barrage Latchford, datée du 1 mai 2014.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles conformément à l'Annexe A – Établissement des prix.

2.1 Changements techniques, produits de remplacement et solutions de rechange

Tous les changements techniques, les produits de remplacement et les solutions de rechange que propose l'entrepreneur doivent être évalués aux fins d'approbation par l'autorité technique. Tous les produits de remplacement et les solutions de rechange doivent être équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction et du rendement. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents ne seront acceptables qu'une fois approuvés par l'autorité technique comme équivalents. Une modification au contrat ou le formulaire complété de modification ou modèle ou écart autorité sera émis.

Si l'autorité technique n'accepte pas le produit de remplacement ou la solution de rechange et que l'entrepreneur ne peut respecter les exigences techniques, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales stipulées dans le contrat.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp) (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) ([achatetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp)) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

3.1 Conditions générales

2010A (2014-03-01), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 18, intitulé Garantie des conditions générales 2010A, est modifié comme suit:

Supprimer :

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable du Canada, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.

Insérer :

1. L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de ceux-ci qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé et aux Conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la

preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.

2010A (2014-03-01), Conditions générales - biens (complexité moyenne) est modifié comme suit:

Insérer :

Exécution des travaux

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
 - a. il a la compétence pour exécuter les travaux;
 - b. il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux; et
 - c. il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.
2. L'entrepreneur doit :
 - a. exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
 - b. sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
 - c. au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat; et
 - d. s'assurer que les travaux sont de bonne qualité et sont exécutés avec des matériaux et une mise en œuvre appropriés et satisfont aux exigences du contrat.
3. L'entrepreneur ne doit pas arrêter ou suspendre l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux en attendant le règlement de toute dispute entre les parties concernant le contrat, sauf lorsque l'autorité contractante lui ordonne de le faire en vertu de l'article 30.
4. L'entrepreneur doit fournir tous les rapports exigés en vertu du contrat et toute autre information que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre.
5. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux. Le Canada ne sera pas responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires si l'entrepreneur suit tout conseil donné par le Canada, sauf si l'autorité contractante fournit le conseil par écrit à l'entrepreneur incluant une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

2010A (2014-03-01), Conditions générales - biens (complexité moyenne) est modifié comme suit:

Insérer :

Suspension des travaux

1. L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat et ce, pour une période d'au plus de cent quatre-vingts (180) jours. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever les travaux ou une partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Au cours de la période de cent quatre-vingts (180) jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en totalité ou en partie, conformément à l'article 31, ou à l'article 32.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé des coûts supplémentaires engagés en raison de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que l'autorité contractante ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur doit reprendre dès que possible les travaux conformément au contrat. Si la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que l'autorité contractante estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant. Les justes redressements seront apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

4. Durée du contrat

4.1 Livraison

L'entrepreneur doit effectuer la livraison tel qu'indiqué dans l'Annexe A – Établissement des prix.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Dominic Forcier

Agent d'approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

DTPLEP - Division « HS »

Phase III, Place du Portage, 7B1

Title: Fabrication d'une Roue et d'Engrenages de Rechange

11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone: 819-956-3951
Télécopie : 819-956-5227
Courriel: dominic.forcier@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Autorité pour les achats

L'autorité pour les achats pour le contrat est :

Nom : **sera inséré par TPSGC**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

11, rue Laurier

Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel : _____

L'autorité des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec l'autorité des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Autorité technique

L'autorité technique pour le contrat est :

Nom : **sera inséré par TPSGC**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

11, rue Laurier

Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

L'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.4 Représentants de l'entrepreneur

Renseignements généraux

Nom : sera inséré par TPSGC

No de téléphone :

No de télécopieur :

Courriel :

Suivi de la livraison

Nom : sera inséré par TPSGC

No de téléphone :

No de télécopieur :

Courriel :

6. Paiement

6.1 Base de paiement - Article 001 et tous les travaux identifier à l'Annexe A – Établissement des prix

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix fermes, en dollars canadien, rendu droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises et les taxes applicables sont en sus.

6.2 Base de paiement – Article 002 Coût du travail pour temps d'arrêt identifier à l'Annexe A – Établissement des prix

L'entrepreneur sera payé des taux horaires fermes, tout compris, en vigueur de la date à laquelle le travail sera autorisé, peu importe le moment il est effectué, en dollars canadiens.

6.3 Clauses du guide des CCUA

Référence des CCUA	Titre	Date
C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger	2007-11-30
C6000C	Limite de prix	2011-05-16
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

6.4 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

1. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.

3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

$$\text{Rajustement} = \text{montant en monnaie étrangère} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0

taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1


taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])


Qté

quantité d'unités

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.

5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change.

7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  (c.-à-d. $[i_1 - i_0 / i_0]$).

8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. L'entrepreneur est prié de fournir les factures en format électronique à l'autorité contractante et l'autorité pour les achats, sauf indication contraire de l'autorité contractante ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

3. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés au consignataire pour acceptation et paiement;
- b) Un (1) exemplaire doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- c) Un (1) exemplaire doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité pour les achats identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010A (2014-03-01), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A – Établissement des prix;
- d) Annexe B – Roue et Engrenages de Rechange pour le Lève-Poutrelles de Barrage Latchford, datée le 1 mai 2014;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du sera inséré par TPSGC, telle que modifiée sera inséré par TPSGC.

11. Clauses du guide des CCUA

Référence des CCUA	Titre	Date
A9019C	Élimination de déchets dangereux	2011-05-16
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16
D2025C	Matériaux d'emballage en bois	2013-11-06
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30
G1005C	Assurances	2008-05-12

12. Instructions d'expédition - destination et calendrier de livraison

1. L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP - rendu droits acquittés (... lieu de destination convenu). À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. Les frais d'expédition doivent être indiqués séparément dans la facture de l'entrepreneur. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes applicables.

2. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec le Garde de Barrage à l'endroit pertinent indiqué ci-après. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

Complexe des barrages Témiscamingue
141 Route 63
Thorne, Ontario
P0H 2J0

Attention: sera inséré par TPSGC

13. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

14. Considérations environnementales

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnementale est moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient traditionnellement.

Les facteurs environnementaux incluent, entre autres : la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, améliorations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, réduction des déchets et la réutilisation et le recyclage de soutien, l'utilisation des ressources

renouvelables, réduction des déchets dangereux et réduction des substances toxiques et dangereuses. Conformément à la Politique d'achats écologiques:

L'entrepreneur est prié de fournir toute la correspondance, y compris (mais sans s'y limiter) les documents et les rapports en format électronique, sauf si indication contraire de l'autorité contractante, de l'autorité technique ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

L'entrepreneur devrait recycler (déchiqeter) les copies des documents non classifiés / protégés inutiles (en tenant compte des exigences de sécurité).

Les composantes de produits utilisés lors de la prestation des services devraient être recyclables et/ou réutilisables, lorsque possible.

Annexe A – Établissement des prix

L'entrepreneur doit fournir les articles conformément à l'Annexe B – Roue et Engrenages de Rechange pour le Lève-Poutrelles de Barrage Latchford, datée le 1 mai 2014.

Six (6) engrenages coniques d'équerre (engrenages coniques à denture droite) et une roue de rechange doivent être livrés à:

Timiskaming Dam Complex
141 Route 63
Thorne, ON
P0H 2J0

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC)

Article 001

L'entrepreneur doit livrer six (6) engrenages coniques d'équerre (engrenages coniques à denture droite) et une roue de rechange, y compris tous les travaux conformément à l'Annexe B – Roue et Engrenages de Rechange pour le Lève-Poutrelles de Barrage Latchford, datée le 1 mai 2014.

- R3R Figures 8 et conformément à l'Annexe B
- R4R Figures 8 et conformément à l'Annexe B
- R3L Figures 6 et conformément à l'Annexe B
- R4L Figures 7 et conformément à l'Annexe B
- T9L Figures 4 et conformément à l'Annexe B
- T10L Figures 5 et conformément à l'Annexe B
- Roue de rechange Figures 2 et 3, et conformément à l'Annexe B

Prix de lot ferme de _____ \$, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 6, Base de paiement.

Livraison

Bien que la livraison soit demandée pour août 2014, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est le _____ **semaines/jours civils** à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Item 002

Taux horaire global de la firme de \$ _____/heure pour les temps d'arrêt causés par les opérateurs de contrôle d'eau.

(Pour des fins d'évaluation, le taux horaire global de la firme sera multiplié par le temps estimé de 5 heures).

Annexe B

ROUE ET ENGRENAGES DE RECHANGE POUR LE LÈVE-POUTRELLES DU BARRAGE LATCHFORD

1. BESOIN

- 1.1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a besoin de faire fabriquer et de se faire livrer des engrenages coniques d'équerre (engrenages coniques à denture droite) et une roue de rechange pour le lève-poutrelles du barrage Latchford.
- 1.2. Les travaux visés par le présent contrat comprennent la prise de mesures sur place pour assurer la fabrication de pièces de remplacement appropriées.

2. CONTEXTE

- 2.1. Le barrage Latchford est situé à Latchford, en Ontario. La ville de Latchford se trouve sur l'autoroute 11, à 25 km au sud de New Liskeard et à 132 km au nord de North Bay. Le barrage est âgé d'environ 100 ans et doit bientôt être remplacé.
- 2.2. Dans l'intervalle, il faut continuer à utiliser le lève-poutrelles existant.

3. EXIGENCES

3.1. Généralités

- 3.1.1. Prière d'aviser TPSGC au moins sept (7) jours à l'avance des travaux sur le barrage, car aucun employé ne s'y trouve habituellement et des dispositions doivent être prises afin qu'un opérateur vienne déverrouiller l'accès au barrage et à la machine pour l'inspecteur.
- 3.1.2. L'entrepreneur doit être prêt à interrompre ou adapter les travaux en fonction des opérations de gestion des eaux, ce qui peut être nécessaire à tout moment pendant les travaux sur place si les conditions météorologiques font en sorte que la quantité d'eau libérée du barrage doit être modifiée à la hausse ou à la baisse. Ces opérations de gestion des eaux entraîneraient très probablement un retard de quatre (4) heures sur les travaux effectués sur place.
- 3.1.3. L'entrepreneur doit fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, de la supervision, du transport, des appareils de chauffage et d'éclairage, des groupes électrogènes, du matériel de chantier, des outils, de l'équipement, des systèmes, des matériaux et des enceintes temporaires nécessaires pour effectuer les travaux.
- 3.1.4. L'entrepreneur doit utiliser le système de numérotation présenté aux figures 2 et 3 pour les engrenages.

3.2. Mesures

- 3.2.1. Compte tenu de la nature de la machine, il n'est pas possible d'expédier des pièces hors site aux fins de mesure.

3.2.2. L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux de nettoyage préparatoire requis pour prendre les mesures sur place.

3.2.3. L'entrepreneur doit installer, utiliser et enlever tout l'équipement de protection nécessaire pour protéger l'environnement contre les produits de nettoyage.

REMARQUE : Les opérateurs de TPSGC peuvent déplacer la machine vers la culée gauche (celle qui se trouve le plus près de la route), afin qu'elle ne se trouve pas au-dessus d'un caillebotis à claire-voie.

3.2.4. L'entrepreneur doit mesurer les roues de manière suffisamment précise pour produire une roue de rechange.

3.2.5. L'entrepreneur doit nettoyer les engrenages de tout lubrifiant et prendre toutes les mesures requises pour reproduire ceux qui doivent être remplacés.

3.2.5.1. Il est possible d'accéder à tous les engrenages devant être remplacés, quoique cela soit malaisé et exige de grimper dans la machine.

3.2.5.2. Lorsque le cordon d'alimentation principal du lève-poutrelles est débranché des prises aménagées dans le tablier du barrage, le lève-poutrelles est verrouillé et il est impossible d'en démarrer le moteur.

3.2.5.3. Veuillez également noter que les paliers lisses du lève-poutrelles sont très usés et que les arbres se déplacent considérablement dans les paliers, tant dans l'axe radial que dans l'axe longitudinal. Il faut donc en tenir compte lors de la mesure des engrenages sur le terrain et faire preuve d'un degré de précision suffisant pour fabriquer les nouveaux engrenages avec succès.

3.2.5.4. Veuillez également prendre note de la vitesse des engrenages dans la mesure où cela est nécessaire pour leur conception.

3.2.5.5. N'oubliez pas que cette machine a plus de 100 ans et que les normes et tolérances modernes n'ont donc pas été appliquées à sa construction. Il se peut donc qu'il faille prendre plus de mesures qu'il ne le serait nécessaire pour un projet de remplacement d'engrenages d'une machine plus récente.

3.3. Fabrication

3.3.1. L'entrepreneur doit choisir des matériaux convenables, dont les tolérances, le jeu d'entredent, les facteurs de service et la catégorie de charge de l'American Gear Manufacturers Association (AGMA), etc. correspondent aux conditions de service dans lesquelles ces engrenages seront utilisés d'ici au remplacement du barrage et de son équipement de régulation du débit.

3.3.2. L'entrepreneur doit conserver les dimensions, le nombre de dents et les entraxes d'origine afin de ne pas modifier les caractéristiques de fonctionnement du lève-poutrelles. Portez une attention particulière à l'alésage des nouvelles roues d'engrenages pour en permettre l'ajustement à la presse sur les arbres existants.

3.3.3. L'entrepreneur doit fabriquer une roue d'engrenage de rechange pour chacune de celles qui doivent être remplacées.

3.3.4. L'entrepreneur doit étiqueter les engrenages fabriqués à l'aide du système de numérotation utilisé aux figures 2 et 3.

3.3.5. L'entrepreneur doit fabriquer une roue de rechange.

4. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

4.1. Stationnement

Il est possible de se stationner près de la culée gauche du barrage Latchford.

4.2. Renseignements d'ordre général

L'entrepreneur doit laisser le barrage et les aires de travail dans un état propre une fois les travaux terminés. L'entrepreneur doit éliminer les rebuts et les déchets hors site, conformément aux exigences de la ville de Latchford en matière d'élimination des déchets. Advenant qu'il faille laisser des outils ou de l'équipement sur les lieux la nuit, L'entrepreneur doit fournir des contenants de rangement verrouillables.

4.3. Services publics

4.3.1. Il n'y a pas d'eau potable ni d'installations sanitaires au barrage Latchford. Il faut donc vous rendre aux stations-service de la ville de Latchford ou plus loin, à Timiskaming Shores (anciennement New Liskeard).

4.3.2. L'entrepreneur doit fournir tous les groupes électrogènes portables requis pour effectuer les travaux.

4.4. Santé et sécurité

4.4.1. Généralités

4.4.1.1. L'entrepreneur doit respecter l'ensemble des normes, des lois, des règlements et des codes pertinents et s'assurer que tous les travaux entrepris au barrage sont exécutés de manière sécuritaire.

4.4.1.2. L'entrepreneur doit fournir toute formation en matière de sécurité nécessaire et tout équipement de protection individuel requis pour exécuter les travaux visés par le présent contrat.

4.4.1.3. Advenant qu'il se présente une condition ou un facteur qui pose un risque pour la sécurité ou un danger particulier ou imprévu durant l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit interrompre immédiatement ces derniers et en informer le responsable technique, de vive voix et par écrit, et attendre de recevoir d'autres instructions.

4.5. Matières dangereuses

4.5.1. Aucun rapport sur les substances désignées ne vise le barrage. Il se peut toutefois qu'il

y ait un peu d’amiante dans les vieux câbles électriques du lève-poutrelles et de la peinture au plomb dans certaines des couches de peinture sous-jacentes. Rien de cela ne devrait cependant être perturbé par les travaux visés par le présent contrat.

- 4.5.2. Advenant que des matières susceptibles d’être dangereuses et n’ayant pas été préalablement identifiées ou documentées soient découvertes durant l’exécution des travaux, l’entrepreneur doit interrompre ces derniers et en informer le responsable technique. L’entrepreneur ne doit pas reprendre les travaux avant d’avoir reçu des instructions écrites du responsable technique.

FIGURES



Figure 1 – Lève-poutrelles du barrage Latchford. Vue vers l’amont.

RAM	BARRE COULISSANTE
CANTILEVER BEAMS (LOG TRANSFER SYSTEM)	POUTRES EN PORTE-À-FAUX (SYSTÈME DE LEVAGE DES POUTRELLES)
CAB	CABINE
RIGHT TRUCK	CHARIOT DROIT
LEFT TRUCK	CHARIOT GAUCHE
CRANE RAILS	RAILS DU LÈVE-POUTRELLES

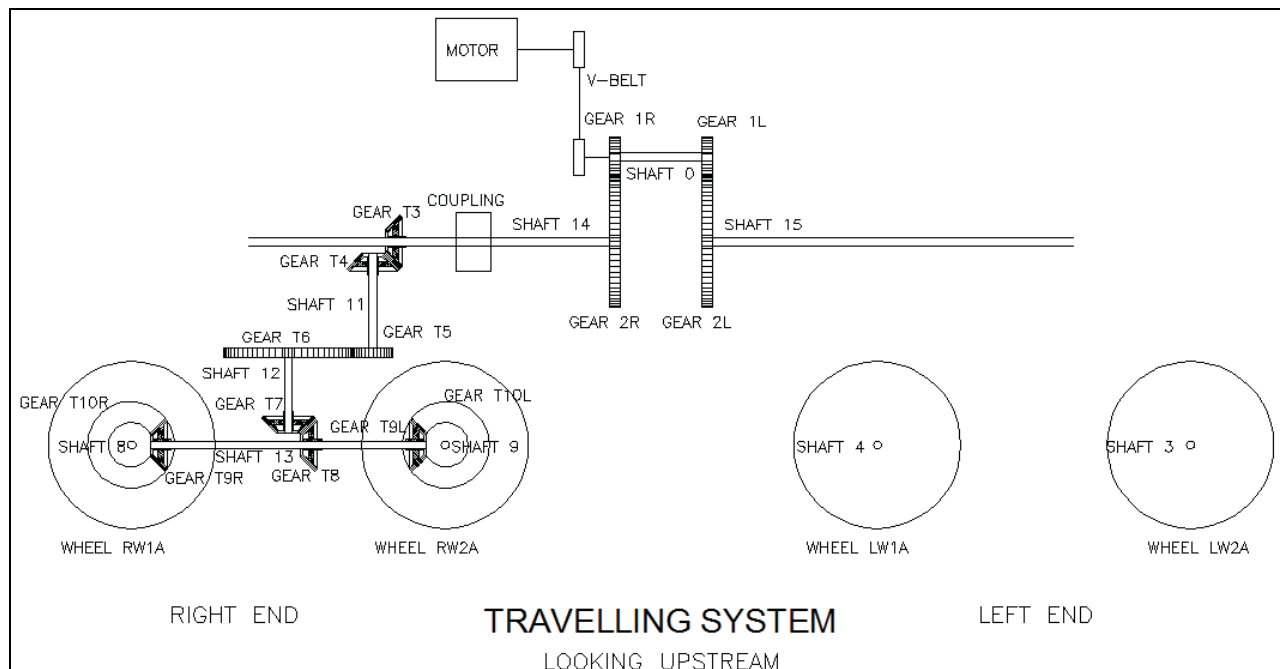


Figure 2 – Schéma du train d’engrenages du système de déplacement de la machine. Ce système ne se trouve qu’à l’extrémité droite de la machine, où les quatre roues sont entraînées par les essieux auxquels la roue d’engrenage T10 est raccordée. Les roues situées à l’extrémité gauche de la machine ne sont pas motorisées.

MOTOR	MOTEUR
V-BELT	COURROIE TRAPÉZOÏDALE
GEAR 1R	ROUE D’ENGRENAGE 1R
GEAR 1L	ROUE D’ENGRENAGE 1L
GEAR T3	ROUE D’ENGRENAGE T3
COUPLING	ACCOUPLEMENT
SHAFT 14	ARBRE 14
SHAFT 0	ARBRE 0
SHAFT 15	ARBRE 15
GEAR T4	ROUE D’ENGRENAGE T4
SHAFT 11	ARBRE 11
GEAR T5	ROUE D’ENGRENAGE T5
GEAR 2R	ROUE D’ENGRENAGE 2R
GEAR 2L	ROUE D’ENGRENAGE 2L
GEAR T6	ROUE D’ENGRENAGE T6
SHAFT 12	ARBRE 12
GEAR T7	ROUE D’ENGRENAGE T7
GEAR T10R	ROUE D’ENGRENAGE T10R
SHAFT 8	ARBRE 8
GEAR T9R	ROUE D’ENGRENAGE T9R
SHAFT 13	ARBRE 13
GEAR T8	ROUE D’ENGRENAGE T8
GEAR T9L	ROUE D’ENGRENAGE T9L
GEAR T10L	ROUE D’ENGRENAGE T10L
SHAFT 9	ARBRE 9
WHEEL RW1A	ROUE RW1A
WHEEL RW2A	ROUE RW2A
RIGHT END	EXTRÉMITÉ DROITE

SHAFT 4	ARBRE 4
WHEEL LW1A	ROUE LW1A
SHAFT 3	ARBRE 3
WHEEL LW2A	ROUE LW2A
LEFT END	EXTRÉMITÉ GAUCHE
TRAVELLING SYSTEM	SYSTÈME DE DÉPLACEMENT
LOOKING UPSTREAM	VUE VERS L’AMONT

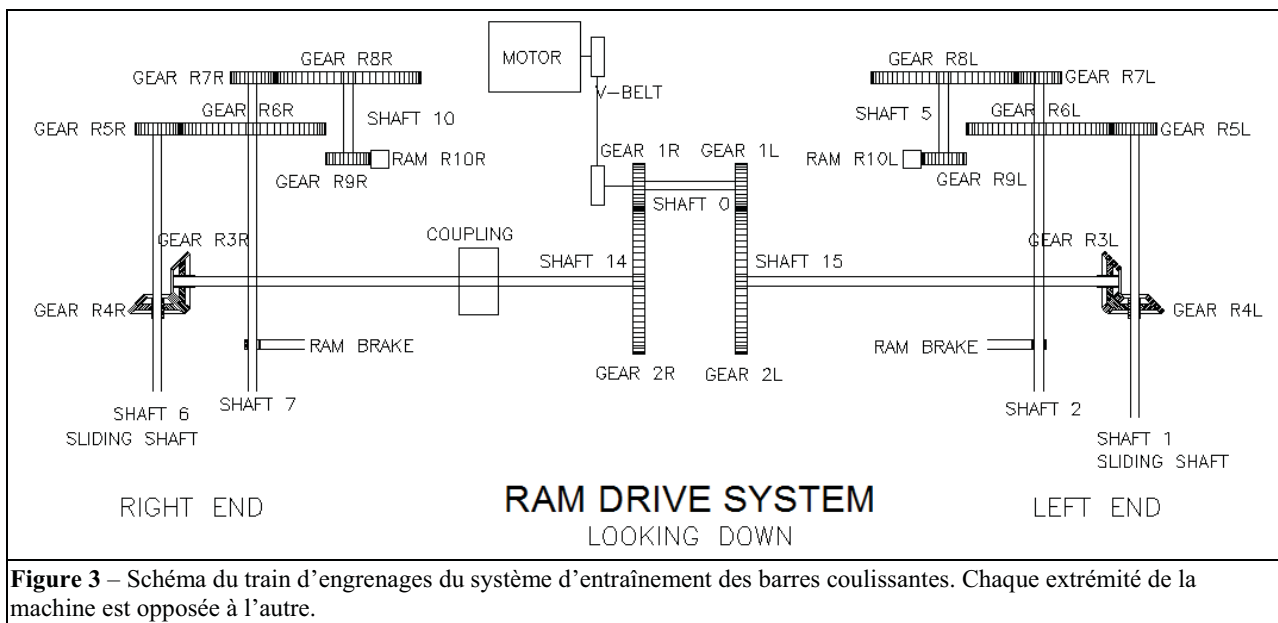


Figure 3 – Schéma du train d’engrenages du système d’entraînement des barres coulissantes. Chaque extrémité de la machine est opposée à l’autre.

MOTOR	MOTEUR
V-BELT	COURROIE TRAPÉZOÏDALE
GEAR R7R	ROUE D’ENGRENAGE R7R
GEAR R5R	ROUE D’ENGRENAGE R5R
GEAR R6R	ROUE D’ENGRENAGE R6R
GEAR R8R	ROUE D’ENGRENAGE R8R
SHAFT 10	ARBRE 10
GEAR R9R	ROUE D’ENGRENAGE R9R
RAM R10R	BARRE COULISSANTE R10R
GEAR R3R	ROUE D’ENGRENAGE R3R
GEAR R4R	ROUE D’ENGRENAGE R4R
SHAFT 6	ARBRE 6
SHAFT 7	ARBRE 7
RAM BRAKE	FREIN DE BARRE COULISSANTE
SLIDING SHAFT	ARBRE COULISSANT
RIGHT END	EXTRÉMITÉ DROITE
COUPLING	ACCOUPLEMENT
SHAFT 14	ARBRE 14
GEAR 1R	ROUE D’ENGRENAGE 1R
GEAR 1L	ROUE D’ENGRENAGE 1L
SHAFT 0	ARBRE 0
GEAR 2R	ROUE D’ENGRENAGE 2R
GEAR 2L	ROUE D’ENGRENAGE 2L
SHAFT 15	ARBRE 15

GEAR R8L	ROUE D'ENGRENAGE R8L
GEAR R7L	ROUE D'ENGRENAGE R7L
SHAFT 5	ARBRE 5
GEAR R6L	ROUE D'ENGRENAGE R6L
GEAR R5L	ROUE D'ENGRENAGE R5L
RAM R10L	BARRE COULISSANTE R10L
GEAR R9L	ROUE D'ENGRENAGE R9L
GEAR R3L	ROUE D'ENGRENAGE R3L
GEAR R4L	ROUE D'ENGRENAGE R4L
RAM BRAKE	FREIN DE BARRE COULISSANTE
SHAFT 2	ARBRE 2
SHAFT 1	ARBRE 1
SLIDING SHAFT	ARBRE COULISSANT
LEFT END	EXTRÉMITÉ GAUCHE
RAM DRIVE SYSTEM	SYSTÈME D'ENTRAÎNEMENT DES BARRES COULISSANTES
LOOKING DOWN	VUE DU DESSUS



Figure 4 – Roue d'engrenage T9L (conjuguée à la roue d'engrenage T10L, dont on peut voir quelques-unes des dents dans la partie inférieure gauche de la photo).



Figure 5 – Roue d'engrenage T10L (conjuguée à la roue d'engrenage T9L, dont on peut voir quelques-unes des dents dans la partie inférieure droite de la photo).



Figure 6 – Roue d’engrenage R3L (conjuguée à la roue d’engrenage R4L). La roue d’engrenage R3R est identique, mais est située à l’extrémité opposée du lève-poutrelles.



Figure 7 – Détail de la roue d’engrenage R4L (conjuguée à la roue d’engrenage R3L). La roue d’engrenage R4R est identique, mais est située à l’extrémité opposée du lève-poutrelles.



Figure 8 – Train d’engrenages à l’extrémité droite du lève-poutrelles. On y voit l’engrenage R3R/R4R (non engrené dans cette photo). L’engrenage R3L/R4L, situé à l’autre extrémité du lève-poutrelles, est symétrique à l’engrenage R3R/R4R.

R4R	R4R
R3R	R3R

Annexe C
CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES
FABRICATION D'UNE ROUE ET D'ENGRENAGES DE RECHANGE

Exigences	Preuve de conformité	Renvoi dans la soumission
<p>L'entrepreneur doit posséder au moins deux (2) années d'expérience en fabrication d'engrenages et avoir à la fois la capacité d'effectuer des mesures sur place et de fabriquer les roues et les engrenages de rechange visés par les présentes exigences.</p> <p>Le soumissionnaire doit être membre ou posséder une certification de l'American Gear Manufacturers Association (AGMA) ou l'équivalent.</p>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède de l'expérience en fabrication, en coulage et en usinage d'engrenages, conformément au présent besoin, et en préciser le type.</p>	
<p>L'entrepreneur doit fournir des produits dont les matériaux, les tolérances, la durabilité, les facteurs de service et la catégorie de charge de l'AGMA, le jeu d'entredent, etc. sont convenables et correspondent aux conditions de service de cette roue et de ces engrenages.</p>	<p>Le soumissionnaire doit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) fournir de la documentation sur les méthodes d'usinage et les matériaux qui seront utilisés pour fabriquer la roue et les engrenages; 2) fournir une preuve de sa capacité à produire des pièces de même forme, dimension, fonction, qualité et rendement que la roue et les engrenages précédemment installés. 	

<p>L'énoncé de politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité doit satisfaire aux exigences de la <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> de l'Ontario.</p> <p>Cet énoncé de politique est généralement présenté dans un document d'une page qui explique de façon claire et concise l'engagement, le soutien et l'attitude de la direction en ce qui a trait au programme de santé et de sécurité offert pour assurer la protection de ses employés.</p>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que l'énoncé de politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité satisfait aux exigences de la <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> de l'Ontario. Ledit énoncé de politique doit être signé par l'employeur, au palier de gestion le plus élevé en milieu de travail.</p>	
<p>Le programme de santé et de sécurité au travail de l'entreprise doit satisfaire aux exigences de la <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> de l'Ontario.</p> <p>Ce programme est habituellement présenté dans un document de 5 à 15 pages qui décrit, en termes généraux, la façon dont l'entreprise assure la santé et la sécurité de ses employés.</p>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède un programme de santé et de sécurité au travail qui satisfait aux exigences de la <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> de l'Ontario.</p>	
<p>Le soumissionnaire doit fournir des renseignements sur l'entreprise, dont le nom de toutes les personnes (employés et sous-traitants) qui seront présentes sur les lieux pendant la durée du contrat.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants avec sa soumission :</p> <p>Les noms et coordonnées de tous les membres de l'équipe de l'entrepreneur (employés et sous-traitants) qui seront présents sur les lieux pendant le contrat.</p>	

<p>Le soumissionnaire doit fournir la preuve que tous ses employés ont suivi, au minimum, une formation en santé et sécurité dans les domaines suivants :</p> <p>Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT). On prévoit actuellement que les produits à utiliser sur les lieux comprendront des agents de dégraissage;</p> <p>Premiers soins et réanimation cardiorespiratoire (RCR). Chaque fois qu'une équipe se trouve sur les lieux, au moins un employé de l'équipe doit être formé en la matière;</p> <p>Toute formation supplémentaire requise, au besoin, pour pallier d'autres dangers précis en lien avec ce contrat.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir :</p> <p>la preuve que tous les travailleurs présents sur les lieux ont suivi une formation sur le SIMDUT;</p> <p>une certification en premiers soins et en RCR.</p>	
---	---	--

<p>Un plan de santé et de sécurité propre au site doit être fourni.</p> <p>Le plan de santé et de sécurité propre au site doit contenir, sans nécessairement s’y limiter :</p> <p>un recensement et une analyse des risques, ainsi que les mesures d’atténuation prévues.</p> <p>Cela doit comprendre une liste des activités propres au contrat à exécuter sur les lieux, ainsi que les risques associés à chaque activité et une série de procédures à utiliser pour les atténuer. Cette section comporte habituellement de 3 à 5 pages, selon le nombre de risques recensés, et peut être présentée sous forme de tableau. Les mesures d’atténuation des risques peuvent comprendre toute une gamme de contrôles techniques, de pratiques de travail et d’équipement de protection individuelle. Les activités qui seront entreprises par des sous-traitants doivent être comprises. Les dangers actuels connus associés aux travaux à exécuter dans le cadre de ce contrat comprennent le travail par mauvais temps et les risques de glissade, de trébuchement et de chute sur le tablier du barrage (p. ex. : danger de trébucher contre les rails du lève-poutrelles).</p>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu’il possède un plan de santé et sécurité propre au site.</p>	
---	---	--

<p>Le soumissionnaire doit fournir une liste des personnes à joindre en cas d'urgence. Il s'agit généralement d'une liste de noms, de rôles et de numéros de téléphone. Cette liste doit comprendre tous les sous-traitants.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir un plan d'intervention d'urgence.</p>	<p>Le soumissionnaire doit inclure, dans sa soumission :</p> <p>un organigramme de l'équipe de projet sur lequel sont précisés les liens hiérarchiques précis et les responsabilités globales des employés de l'entrepreneur en cas d'urgence sur le lieu de travail;</p> <p>une liste des urgences qui pourraient présumément avoir lieu au cours des travaux et des mesures d'intervention qu'il prendra pour y faire face.</p>	
<p>Un plan de protection de l'environnement propre au site doit être fourni.</p> <p>Ce plan doit décrire les méthodes et les procédures utilisées pour protéger l'environnement pendant les travaux. Les actions comprises dans le plan doivent être présentées suivant un niveau de détail proportionnel aux travaux à exécuter. L'intention est de prévenir la contamination des sols, de l'eau et de l'air par des substances polluantes et toxiques produites ou émises dans le cadre des travaux.</p> <p>On prévoit actuellement que les substances nocives pour l'environnement suivantes risquent d'être utilisées dans le cadre des travaux : agents de dégraissage et produits nettoyants.</p>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède un plan de protection de l'environnement propre au site.</p>	